



## Mission relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illégitimes

### État des lieux national des campements illégitimes Janvier 2014

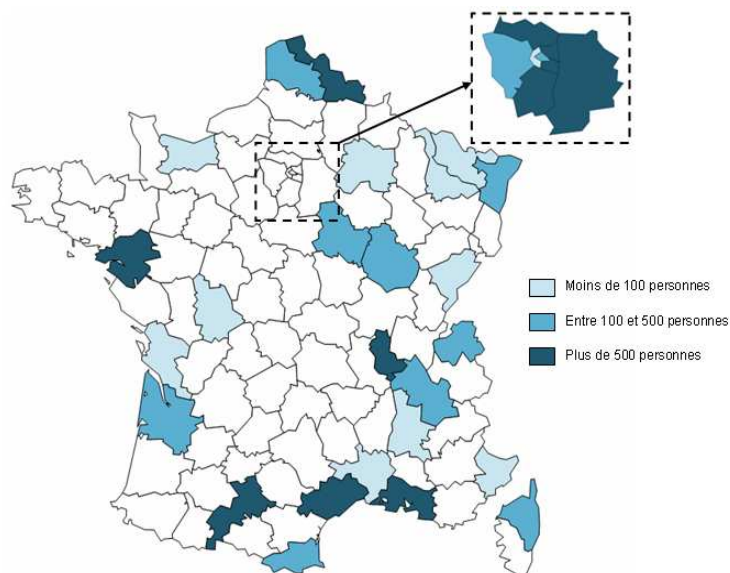
Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la circulaire du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations de démantèlement des campements illégitimes, la DIHAL adresse chaque semestre un questionnaire à l'ensemble de ses correspondants départementaux afin d'établir un état des lieux national des squats et campements illégitimes. La présente fiche expose la situation au 31 janvier 2014, constituant ainsi la troisième enquête de ce type après décembre 2012 et juillet 2013.

**Trois précautions méthodologiques importantes** méritent d'être fortement soulignées :

- Les données présentées dans cette note portent sur les campements illégitimes et leurs occupants, indépendamment de leur origine ethnique. Elles ne permettent pas en particulier de comptabiliser le nombre de personnes d'origine rom ;
- La méthode de collecte des données (via les correspondants départementaux de la DIHAL) qui se consolide au fil des enquêtes impose cependant la prudence dans l'analyse et l'utilisation de ces données ;
- L'enquête présente une photographie à un instant t d'une situation mouvante. Les diagnostics globaux et individualisés réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire du 26 août 2012 doivent permettre d'apporter de manière complémentaire une connaissance plus approfondie de la population des campements et de leurs trajectoires.

Ces réserves de méthode étant faites, les résultats de cette enquête montrent que le nombre de personnes vivant dans les campements illégitimes reste compris **entre 15 000 et 20 000 personnes**, puisqu'en janvier 2014 les données fournies par les correspondants départementaux font état de 429 campements illégitimes recensés sur le territoire français et 19 200 personnes.

#### Départements concernés par les campements illégitimes



## Constats sur la localisation des campements :

- **L'Île-de-France concentre 47% des personnes et 36% des campements**
- Les régions **Nord-Pas-de-Calais** (10% des personnes), **Pays de la Loire** (8,5% des personnes), **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** (8,5% des personnes), **Rhône-Alpes** (8% des personnes) et **Languedoc-Roussillon** (7% des personnes) sont également très concernées. Au total, ces 6 régions concentrent 89% des campements illicites présents sur le territoire français.
- **Départements les plus concernés :**
  - Seine-Saint-Denis : 26% des personnes et 17% des campements
  - Bouches-du-Rhône : 9% des personnes et 7,5% des campements
  - Loire-Atlantique : 8,5% des personnes et 10% des campements
  - Nord : 8% des personnes et 10% des campements
  - Essonne : 5,5% des personnes et 5% des campements
  - Rhône : 5% des personnes et 6% des campements

	Nombre de campements	Nombre de personnes
ALSACE	14	424
AQUITAINE	6	454
AUVERGNE	0	0
BASSE-NORMANDIE	1	53
BOURGOGNE	4	247
BRETAGNE	0	0
CENTRE	0	0
CHAMPAGNE-ARDENNE	2	25
CORSE	1	106
FRANCHE-COMTE	1	15
HAUTE-NORMANDIE	0	0
ILE-DE-FRANCE	155	9 069
LANGUEDOC-ROUSSILLON	33	1 295
LIMOUSIN	0	0
LORRAINE	5	147
MIDI-PYRENEES	11	510
NORD-PAS-DE-CALAIS	57	1 879
PAYS DE LA LOIRE	43	1 629
PICARDIE	0	0
POITOU-CHARENTES	3	35
PACA	33	1 760
RHONE-ALPES	60	1 543
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>19 209</b>

## Données complémentaires :

- **Au moins 5100 mineurs** (26,5% des occupants) vivent dans des campements illicites.
- **La moyenne du nombre d'occupants par campement est de 48 personnes**, mais ce chiffre est grandement majoré par les quelques campements les plus importants (5 de plus de 300 personnes et 55 entre 100 et 300 personnes). La médiane est en effet de 27 occupants : il y a donc davantage de campements de moins de 30 personnes que de plus de 30 personnes.
- **Environ 80% des campements illicites sont des terrains** (20% sont des immeubles bâtis) et dans 2/3 des cas, le propriétaire du terrain est public.
- Dans les campements pour lesquels la Dihal dispose de ces de renseignements, **il existe une forme de traitement des déchets dans 53% des cas, un point d'eau dans 1/3 des cas et un point d'alimentation en électricité dans 1/4 des cas.**